Trentième année — N° 201. Le numéro : 5 centimes Lundi 20 Juillet 1914.

ADMINISTRATION : 32-35, rue des Sables BRUXELLES

ABONNEMENTS : BELGIQUE { Un an, 12 francs. Six mois, 6 francs. Trois mois, 3 francs. ETRANGER { Les pays de Belgique le port en sus

Edition ✶

Le Peuple

ADMINISTRATION : Téléphone 1112

ORGANE QUOTIDIEN DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

RÉDACTION : 24 Téléphone 4052

RÉDACTION : Rue des Sables, 33-35 BRUXELLES

ANNONCES : Petites annonces 1 fr. pour trois petites lignes maximum, 10 cent. la petite ligne supplémentaire. Offres et demandes d'emplois, Quatre-vingt-cinq centimes la petite ligne. Grandes lignes maximum 50 cent. par ligne. Lettres [illegible]. Annonces ordinaires, 40 cent. la petite ligne; réclames (après les spectacles) 1 fr. 25 la ligne. Faits divers, 2 fr. la ligne. Ce traité à forfait

Edition ✶

Procédés capitalistes

On continue, dans certains milieux, à critiquer le système des régies d'Etat ou de commune. On lui trouve, à ce système, des vices nombreux. On l'accuse d'être la source d'abus de toutes sortes.

Que les régies puissent donner lieu à des abus, qui oserait le nier? Mais ce qui nous fait préférer ce système d'exploitation des services publics, c'est qu'il a base se trouve la défense de l'intérêt général, tandis qu'un système d'exploitation capitaliste on ne remarque que l'intérêt particulier des exploitants, qui est toujours opposé à l'intérêt général.

Et ici aussi les abus sont possibles et sont souvent inévitables.

Aux régies on reproche de vouloir favoriser outre mesure le personnel employé. Nous pouvons répliquer que si ce reproche est quelquefois mérité, il n'est pas général et que dans les entreprises capitalistes on crée souvent des sinécures pour les fils à papa, les amis et protégés des administrateurs, commissaires ou actionnaires influents.

Tout compte fait, on peut affirmer que dans les entreprises privées d'ordre capitaliste, on use du procédés plus blâmables et plus répréhensibles que dans la plus mauvaise régie.

Le procès Wilmart, qui est sur le point de finir, est un exemple curieux des procédés employés par certains capitalistes exploitant un service public.

Un gros et joyeux Nestor était le chef de la Compagnie du chemin de fer de Gand-Terneuzen. On connaît les procédés employés par lui et ses complices et associés. Il a fait imprimer pour de nombreux millions d'obligations de la société du chemin de fer.

Et qu'avait-il pour en défendre? Comment avait-il essayé de légitimer ses procédés?

C'est bien simple.

Son chemin de fer faisait de mauvaises affaires. Il ne gagnait pas d'argent et si la Compagnie avait suivi son compte normal, son entreprise était vouée à la faillite.

Or, Wilmart ne voulait pas de cela. Il voulait, malgré tout, sauvegarder les intérêts de ses actionnaires. Il voulait les sauver du désastre, de la ruine et pour y arriver il n'y avait qu'un moyen: trouver du bon d'abord, vivre en ayant l'air de gagner de l'argent, en attendant que l'Etat reprenne le chemin de fer Gand-Terneuzen, spécialement le nommé Lieven Bauwens, à la société qui avait pu subir des pertes sérieuses et les actions, les obligations vraies et les fausses parvenaient sous le marteau.

Si Wilmart a commis des faux, s'il a émis des faux billets sous la forme d'un [illegible] sans rapport dans les banques, c'est qu'il escomptait la reprise du chemin de fer par l'Etat, ce qui aurait tout sauvé.

Et cela a été dit par l'accusé, cela a été répété par ses avocats, sans sourciller!

On voulait voler l'Etat, c'est sûr: tous les contribuables belges, en voulant très cher aux marchandises sans grande valeur.

Voler l'Etat, ce n'est pas voler, n'est-ce pas? Et il y a des gens très riches qui ont cette idée et qui ne se gênent point de participer à ces vols où d'en profiter.

Chaque fois que l'Etat belge a repris ou plutôt rachetés une concession de chemin de fer, il a payé des prix excessifs.

Ces prix ont été critiqués dans les Chambres. On en a démontré l'énormité.

Comment procèdent les compagnies de chemins de fer que l'on reprend? Comme on calcule le prix de la reprise par le bénéfice réalisé, en prenant généralement pour base les trois meilleures années des cinq dernières exercices, elles s'arrangent, dans le cours des cinq dernières années précédant la reprise, à dépenser le moins possible, de façon à fausser le résultat réel. On ne renouvelle plus le matériel, on ne l'entretient plus guère et bien encore on use de trucs comptables, de façon à gonfler outre mesure les résultats favorables de l'entreprise.

Et le bénéfice ainsi obtenu sert de base pour le prix du rachat et il est capitalisé sur le nombre d'années qui restent à courir à la concession.

Lors de la reprise du Grand-Central, on a critiqué également le prix payé par l'Etat à cette compagnie. Le résultat de cette reprise s'est fait sentir immédiatement sur le coût kilométrique de l'ensemble des chemins de fer de l'Etat. En 1890, le compte rendu annuel des chemins de fer indique un coût kilométrique de 151,111 francs. Trente ans après, l'incorporation dans le réseau de l'Etat des lignes du Grand-Central, le coût kilométrique montait à 411,000 francs, soit 20,000 francs de plus par kilomètre!

Ce sont là des procédés capitalistes que les adversaires des régies se gardent bien de signaler ou de critiquer.

Il fut un procès retentissant comme celui de Wilmart pour que l'on puisse prendre sur le vif la moralité de certains capitaines d'industrie et la moralité — si l'on peut le s'exprimer ainsi — de leurs procédés.

* * *

Dans un autre domaine on a fait, ces jours-ci des révélations intéressantes sur les procédés de certaines mœurs du monde capitaliste.

Il s'agit du Maroc et des dépenses excessives que cette conquête pacifique (?) occasionne à la France.

L'entreprise marocaine est l'œuvre d'organismes financiers puissants disposant d'une grande influence sur le monde des dirigeants de la République française.

La France manque de soldats, dit-on, et on augmente la durée du service de deux à trois ans. Pendant ce temps, elle est obligée d'envoyer au Maroc plus de 80,000 hommes et de les y maintenir.

Cette dépense, on fixe à 300 millions ce qu'a coûté le Maroc à la France l'année dernière. En 1914, il faudra débourser 350 millions — un million par jour! — et cela ira ainsi en augmentant chaque année pendant dix, vingt ou trente ans!

Nous relevons ces chiffres dans un article de M. Berard, dans la « Grande Revue ».

La France a été entraînée au Maroc par des financiers, des hommes d'affaires varoires qui avaient hâte de gagner des millions en obtenant des concessions de mines, en frustrant les propriétaires indigènes de leurs terres et de leurs richesses.

Cette conquête est une spoliation qui se poursuit par une série de déni de justice.

Les grands capitalistes y brassent des affaires, ils vont y ramasser des millions et pour permettre cette spoliation, les contribuables français vont devoir payer des milliards!

Cela aussi peut sur le vif le monde de la haute finance. Cela montre le danger permanent que les puissances d'argent font courir aux nations.

C'est aux travailleurs organisés de se défendre en se groupant vaillamment sous la bannière socialiste. En préparant une société nouvelle, nous mettrons fin aux procédés barbares et malhonnêtes du régime capitaliste.

Louis DERBRANC.

Action positive

*Les grands politiciens de Paris commencent experimentalement à [illegible] les [illegible] des [illegible] français, en [illegible] les [illegible] internationales de Vienne et [illegible] l'antagonisme [illegible] les [illegible] et [illegible] [illegible] [illegible]